

Une conférence de paix caduque à Paris

David Bensoussan

L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec

Bien des leaders mondiaux ont essayé de rattacher leur nom à la paix en Terre sainte. Mais il faut composer avec des dimensions humaines, nationales, religieuses et géopolitiques dans un territoire exigu avec des contraintes sévères en matière de sécurité. L'ampleur de la tâche considérable. Au crépuscule de leur mandat, Baraq Obama et François Hollande dépités se sont lancés dans des initiatives partiales et potentiellement dangereuses.

Bien des peuples, nations et régions sont occupés par d'autres pays sans consultation préalable, parfois à la suite à des guerres au cours desquelles les perdants cèdent des territoires : la Russie a repoussé sa frontière à l'Ouest après la Seconde Guerre mondiale, occupé les îles Kouriles japonaises ainsi que les territoires chinois après les accrochages avec la Chine dans les années 60 et, tout récemment, la Crimée ainsi que des régions de la Géorgie; la Chine a annexé le Tibet et des territoires frontaliers de l'Inde et du Vietnam; le Chili a annexé le littoral bolivien; l'Arménie occupe la région du Haut- Karabakh en Azerbaïdjan; l'Éthiopie occupe l'Ogaden peuplé de Somaliens; le Maroc a annexé le Sahara occidental; le Kurdistan est occupé par la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran; le nord de l'île de Chypre est occupé par la Turquie.

Pourquoi 70 pays dont plusieurs sont dirigés par des dictateurs se réunissent-ils à Paris pour promouvoir un état palestinien qui n'a jamais existé dans l'histoire, mais qui a été depuis quelques décennies seulement promu au rang d'état ? Pourquoi ces pays – à l'exception de la Grande-Bretagne qui a refusé d'entériner les résolutions de cette conférence – font-ils la promotion d'un état palestinien alors que toutes les propositions et

concessions israéliennes du passé et notamment celles qui ont été avancées en 2001 à Taba ont été refusées par l'Autorité palestinienne ? Alors que l'évacuation de Gaza a résulté en des milliers de roquettes tirées sur des populations israéliennes ? Alors que l'enseignement de la haine persiste dans les médias palestiniens ?

Il est clair aujourd'hui que la résolution 2334 du Conseil de sécurité de l'ONU qui a été dénoncée par le Congrès américain, congressistes républicains et démocrates confondus, a été orchestrée en coulisses par le président Obama et le secrétaire d'État américain Kerry. Au nom de la viabilité potentielle de deux états, on a demandé la cessation des implantations israéliennes et l'arrêt de l'incitation à la violence, l'un alimentant l'autre. La résolution 2334 appelle à cesser les implantations, demande à différencier Israël des territoires conquis en 1967 et ne reconnaît pas la politique des faits accomplis dans ces territoires, le tout en vue de préserver la solution de deux états entre le Jourdain et la Méditerranée.

Pour beaucoup d'Israéliens, ces territoires ancestraux ont été conquis après une guerre défensive et de plus, ne se considèrent pas comme des occupants. En outre, il n'est pas question de revenir aux frontières difficilement défendables de 1967. Qui plus est, l'ONU est considérée comme un forum servant à lyncher Israël quitte à oublier les problèmes de l'ensemble de la planète. On sait que plusieurs pays votent des résolutions anti israéliennes sous la pression de multiples pays arabes, mais s'attend à ce que les États-Unis qui sont une superpuissance puisse en faire fi. Beaucoup voient dans cette résolution un coup bas d'Obama qui a agi dans les coulisses pour faire tabler la résolution à laquelle les États-Unis se sont abstenus.

Pour beaucoup de Palestiniens, le monde fait le travail pour eux : les [réfugiés palestiniens](#) font l'objet de subventions onusiennes disproportionnées par rapport au reste des réfugiés du monde, alors que les réfugiés juifs des pays arabes sont royalement ignorés. Les organisations internationales sont paquetées par des états qui ignorent les

problèmes, les injustices et les guerres de la planète y compris bien sûr ceux dont ils sont responsables pour déclencher des déluges de [résolutions anti-israéliennes](#). Les Palestiniens profitent des soins médicaux en Israël. Des [centaines d'ONG](#) leur viennent en aide et une bonne proportion de celles-ci n'engagent que des extrémistes de tout bord. Le bain de propagande anti-israélien dont le Moyen-Orient s'est saturé durant les dernières décennies a été repris au compte de l'Iran et d'autres. Les médias et les enseignements de l'Autorité palestinienne continuent de distiller la haine. Quant au Hamas au pouvoir à Gaza, il ne cache guère ses intentions aussi bellicistes que fanatiques.

L'ONU a hérité de la SDN le mandat sur la Palestine britannique qui est décrite comme Foyer national juif. Le [Larousse de 1925](#) décrit la Palestine comme un état juif avec Jérusalem pour capitale et le Larousse de 1939 montre le drapeau palestinien avec une étoile de David. Le partage de la Palestine fut proposé par l'ONU en 1948 et rejeté par les états de la région et depuis, Israël n'a que des frontières d'armistice. La Jordanie a occupé la Cisjordanie, mais s'en est officiellement désistée en 1988. Au lendemain de la guerre des Six Jours, la résolution 242 de l'ONU a reconnu le droit d'Israël d'occuper les territoires conquis jusqu'à la négociation d'une paix. Les implantations qui font l'objet central de la résolution 2332 se font dans des territoires publics. Depuis la guerre des Six Jours, la population arabe de Jérusalem - ville internationale selon la résolution de 194 de l'ONU - a été multipliée par 5 mais la résolution 2332 ne fait référence qu'au peuplement israélien. Implicitement, la résolution 2332 reformule la déclaration 242 votée après la guerre des Six Jours affirmant le droit des nations de vivre ensemble et de se retirer de territoires (et non pas des territoires) conquis après la guerre des Six Jours. Pourtant, c'est sur la base de la résolution 242 qu'ont été négociés les accords de paix avec l'Égypte et la Jordanie. Lorsque l'Égypte et la Jordanie ont déclaré vouloir signer et respecter un traité de paix, Israël s'est senti libre d'évacuer des territoires et de démanteler des implantations. En ce qui touche la Cisjordanie, s'il n'y a

que de la haine et des menaces en perspective, toute perspective de paix va demeurer caduque.

Ce que plusieurs pays exigent d'Israël aujourd'hui est de cesser les implantations et de reporter la reconnaissance de frontières sûres et reconnues après des négociations. Les exigences envers les obligations palestiniennes sont négligeables et ne feront certainement pas l'objet de suivi : depuis des décennies, de nombreuses plaintes ont été formulées contre le financement de nombreuses institutions internationales souvent partisans tel celui de l'UNRWA qui outrepassé son mandat humanitaire.

Ce que la Conférence de paix tenue à Paris le 15 janvier 2017 a manqué de faire est de convaincre les États qui y ont participé de développer des relations directes et franches avec l'État d'Israël. Ce rétablissement de la confiance est essentiel. Car combien même il y aurait entente avec les Palestiniens, la méfiance envers de nombreux états qui n'ont pas attendu qu'Israël occupe la Cisjordanie en 1967 pour se faire la caisse de résonance de l'enseignement de la haine, boycotter l'État d'Israël fut-ce dans les institutions humanitaires, le calomnier de la façon la plus crasse et tenté de le détruire par tous les moyens. Cette conférence leur prête les meilleures intentions au monde alors qu'ils persévèrent dans leur ostracisme. Quand on sait que même la France qui orchestre ce rassemblement a voté des résolutions de l'UNESCO rayant le passé juif de Jérusalem, ce rassemblement ne peut qu'éloigner la perspective de paix.